



Département de Seine-Saint-Denis

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mars 2026

Nombre de Conseillers : 33

L'an deux mille vingt-six, le 28 mars 2026, à 10h

Conseillers en exercice : 33

Présents : 33

Pouvoirs : 0

Votants : 33

Date de convocation : 24 mars 2026

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par le M. le Maire sortant, s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle Omnisports - Espace Raymond-Mège, lieu de réunion retenu à titre exceptionnel, conformément à l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales sous la Présidence de Madame Sonia Beaufremez, en qualité de doyenne d'âge.

Date d'affichage : 24 mars 2026

La séance est ouverte, sous la Présidence de **Madame Sonia Beaufremez**, doyenne de l'assemblée, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales. Elle procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Étaient présents :

Nicolas Rondepierre, Patricia Bizouerne, David Pereira, Nathalie Ribemont, Nicolas Cuadrado, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Patricia Djossouvi, Régis Lefèvre, Monique Marginier, Julien Bette, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Yael Azoulay, Josué Kwetukala, Paula Lapczuk, Pascal Guengant, Corinne Lorenzi, Didier Belot, Eulalie Haouam, Jean Calgagni, Isabelle Zerad, Gerard Lepont, Claire Gizard, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Thomas Vautrin

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Département Seine-Saint-Denis - Ville du Raincy

DELIBÉRATION N°07/2026

OBJET : ELECTION DE DEUX CONSEILLERS TERRITORIAUX AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS GRAND EST

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de M. Nicolas Rondepierre, Maire du Raincy, relatif à l'élection de deux conseillers territoriaux au sein de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-6-1, L. 5211-6-2, L. 5211-8 et L. 5219-9-1 ;

Vu le Code électoral et notamment ses articles L. 273-9 et suivants ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre et le siège du territoire dans lequel est intégré la ville du Raincy ;

Vu la circulaire de Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis du 2 février 2026 :

- transmettant le tableau de répartition des sièges au sein des conseils territoriaux des établissements publics territoriaux (EPT) du département,
- informant qu'il appartient aux conseils municipaux nouvellement installés d'élire, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, les conseillers territoriaux supplémentaires, en plus du conseiller métropolitain élu lors du scrutin des 15 et 22 mars 2026 et de droit conseiller territoriaux,
- informant qu'un siège de conseiller métropolitains et deux sièges de conseillers territoriaux supplémentaires sont attribués à la commune du Raincy ;

Vu les résultats des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, notamment l'élection de **M. Nicolas Rondepierre** en qualité de conseiller métropolitain de la Métropole du Grand Paris ;

Vu la délibération n°03-2026 de la présente séance portant élection du Maire ;

Considérant que la loi NOTRe instaure, au 1^{er} janvier 2016, un double niveau de coopération intercommunale constitué de la Métropole du Grand Paris (MGP) et des Établissements Publics Territoriaux (EPT) ;

Considérant que l'article L. 5219-9-1 du Code général des collectivités territoriales susvisé dispose que les conseillers métropolitains sont également conseillers de territoire ;

Considérant que M. Nicolas Rondepierre, est de droit, Conseiller territorial de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est (EPT GPGE), établissement public territorial de rattachement de la Ville du Raincy ;

Considérant qu'en cas d'empêchement, la suppléance est assurée par le Conseiller territorial supplémentaire inscrit sur la liste :

Nicolas Rondepierre, candidat au Conseil communautaire, à savoir Madame Patricia Bizouerne ;

Considérant la nécessité pour la ville d'élire, au sein du Conseil municipal, deux conseillers territoriaux supplémentaires, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation, chaque liste étant composée alternativement d'un candidat de chaque sexe ;

Considérant la liste de candidats présentée après appel à candidatures par M. Nicolas Rondepierre, Maire, composée de :

- **Mme Claire Gizard**
- **M. David Pereira**

Article 1 : Procède au scrutin secret à l'élection de deux délégués du Conseil municipal en qualité de Conseillers territoriaux de l'Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est (PET GPGE) ;

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

- Nombre de votants : 27
- Bulletins blancs : 1
- Nombre de Conseillers municipaux présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 6 (Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Annie Sonrier, Thomas Vautrin)
- Bulletins nuls : 0
- Suffrages exprimés : 26

Par conséquent, sont élus représentants du Conseil municipal en qualité de Conseillers Territoriaux au sein de l'Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est :

- **Mme Claire Gizard**
- **M. David Pereira**

Article 2 : Dit que l'Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est sera composé, pour la ville du Raincy, des trois conseillers territoriaux suivants :

- Nicolas Rondepierre, Conseiller métropolitain, de droit Conseiller territorial) supplée par Mme Patricia Bizouerne en cas d'empêchement
- Mme Claire Gizard
- M. David Pereira

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et à M. le Trésorier.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 28 mars 2026

Le Maire de la ville du Raincy
Nicolas Rondepierre



La secrétaire de séance
Amélia Morise-Zambrano



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr

